

OGEC TEILHARD DE CHARDIN

2, Place d'Armes

94100 - SAINT-MAUR

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2022**

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
TABLEAU DE L'ORDRE DE LA REGION PARIS - ILE-DE-FRANCE

COMMISSAIRE AUX COMPTES
COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

SIEGE SOCIAL :
112, AVENUE KLEBER
75784 PARIS CEDEX 16

ET. SECONDAIRE ET ADRESSE POSTALE :
7, BD DU M^{AL} GALLIENI
77400 LAGNY S/MARNE

TEL. : 01 60 07 32 32
TELECOPIE : 01 64 02 33 79
E-MAIL : ceeca@ceeca.fr
www.ceeca-expert-comptable.fr

A l'Assemblée Générale de l'Association OGEC THEILHARD DE CHARDIN,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 29 Novembre 2016 nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association OGEC THEILHARD DE CHARDIN relatifs à l'exercice clos le 31 Août 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Septembre 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Nous n'avons pas d'observation particulière à formuler.

/...



.../

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATION SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de votre Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

.../

4

/...

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 14 Novembre 2022
Pour la C.E.E.C.A.



B. LE MENTEC,
Commissaire aux Comptes

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF AU 31/08/2022



ACTIF	Exercice 31/08/2022 (selon ANC 2018-06)			Exercice 31/08/2021 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	5 127 237	4 512 177	615 060	659 320
Installations techniques, matériel et outillage	3 720 638	3 626 704	93 935	126 685
Autres immobilisations corporelles	4 797 312	3 371 193	1 426 119	1 699 712
Immobilisations corporelles en cours	58 583	-	58 583	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres	22 687	-	22 687	22 687
Total I	13 726 458	11 510 074	2 216 384	2 508 404
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	23 035	-	23 035	15 602
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	31 500	29 693	1 807	1 644
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres	588 200	-	588 200	509 657
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Instruments de trésorerie	-	-	-	-
Disponibilités	1 013 684	-	1 013 684	1 086 991
Charges constatées d'avance	15 406	-	15 406	24 476
Total II	1 671 824	29 693	1 642 131	1 638 371
Frais d'émission des emprunts (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	-
Ecarts de conversion actif (V)	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	15 398 281	11 539 767	3 858 515	4 146 774

BILAN PASSIF AU 31/08/2022



PASSIF	Exercice 31/08/2022 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31/08/2021 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES		
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>		
<i>Fonds propres statutaires</i>	-	-
<i>Fonds propres complémentaires</i>	225 439	225 439
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>		
<i>Fonds propres statutaires</i>	-	-
<i>Fonds propres complémentaires</i>	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>	-	-
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	310 306	310 306
Autres	-	-
Report à nouveau	1 607 170	1 431 481
Excédent ou déficit de l'exercice	15 083	175 689
Situation nette (sous-total)	2 157 998	2 142 916
<i>Fonds propres consommables</i>	-	-
Subventions d'investissement	422 877	478 762
Provisions réglementées	-	-
Total I	2 580 875	2 621 677
FONDS REPORTES ET DEDIES		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>	-	-
<i>Fonds dédiés</i>	37 553	50 191
Total II	37 553	50 191
PROVISIONS		
Provisions pour risques	-	-
Provisions pour charges	260 991	262 111
Total III	260 991	262 111
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	378 320	603 097
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
Avances et acomptes reçus	352 194	373 467
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 384	49 373
<i>Dettes des legs ou donations</i>	-	-
Dettes fiscales et sociales	162 800	151 481
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	216	216
Autres dettes	28 293	29 680
Instruments de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	3 889	5 480
Total IV	979 095	1 212 795
Ecarts de conversion passif (V)	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 858 515	4 146 774

COMPTE DE RESULTAT au 31/08/2022



COMPTE DE RESULTAT	Réel 31/08/2021 (ANC 2018-06)	Réel 31/08/2022 (ANC 2018-06)	Budget 31/08/2023 (ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	-	7	15
Ventes de biens et services			
<i>Ventes de biens</i>	19 820	14 271	17 500
<i>dont ventes de dons en nature</i>	-	-	-
<i>Ventes de prestations de service</i>	2 441 075	2 678 219	2 630 500
<i>dont parrainages</i>	-	-	-
Production stockée	-	-	-
Production immobilisée	-	-	-
<i>Produits de tiers financeurs</i>			
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	2 282 898	2 167 957	2 157 970
<i>versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>	-	-	-
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	-	-	-
<i>Dons manuels</i>	-	-	-
<i>Mécénats</i>	-	-	-
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	-	-	-
<i>Contributions financières</i>	-	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	186 040	155 551	139 284
Utilisations des fonds dédiés	3 912	17 399	13 000
Autres produits	25 247	27 557	25 800
Total I	4 958 991	5 060 961	4 984 069
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de matières premières et marchand.	32 062	16 312	35 000
Variation de stock	-	-	-
Autres achats et charges externes	1 667 121	2 046 898	2 179 145
Aides financières	-	-	-
Impôts, taxes et versements assimilés	153 453	148 160	164 600
Salaires et traitements	1 584 555	1 548 049	1 638 300
Charges sociales	812 125	795 488	848 700
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	381 296	376 815	356 000
Dotations aux provisions	140 593	138 476	140 000
Reports en fonds dédiés	39 315	6 462	-
Autres charges	3 498	3 158	-
Total II	4 814 019	5 079 817	5 361 745
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	144 972	- 18 856	- 377 676



COMPTE DE RESULTAT	Réel 31/08/2021 (ANC 2018-06)	Réel 31/08/2022 (ANC 2018-06)	Budget 31/08/2023 (ANC 2018-06)
PRODUITS FINANCIERS			
De participations	-	-	-
D'autres VMP et créances de l'actif immobilisé	-	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	860	857	750
Reprises sur prov., et transferts de charges	-	-	-
Différences positives de change	-	-	-
Produits nets sur cessions de VMP	-	-	-
Total III	860	857	750
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortiss., aux dépréc. et prov.	-	-	-
Intérêts et charges assimilées	7 845	5 387	5 800
Différences négatives de change	-	-	-
Charges nettes sur cessions de VMP	-	-	-
Total IV	7 845	5 387	5 800
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 6 985	- 4 530	- 5 050
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	137 987	- 23 385	- 382 726
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	7 947	2 361	-
Sur opérations en capital	49 231	51 380	50 460
Reprises sur prov., et transferts de charges	-	-	-
Total V	57 179	53 742	50 460
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	19 477	15 273	-
Sur opérations en capital	-	-	-
Dotations aux amortiss., aux dépréc. et prov.	-	-	-
Total VI	19 477	15 273	-
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	37 701	38 468	50 460
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-	-	-
Total des produits (I + III + V)	5 017 030	5 115 560	5 035 279
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 841 341	5 100 477	5 367 545
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	175 689	15 083	- 332 266
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	440 254	307 420	- 41 010



COMPTE DE RESULTAT	Réel 31/08/2021 (ANC 2018-06)	Réel 31/08/2022 (ANC 2018-06)	Budget 31/08/2023 (ANC 2018-06)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
<i>Dons en nature</i>			
<i>Prestations en nature</i>	-	-	-
<i>Bénévolat</i>	1 486	1 533	1 500
TOTAL	1 486	1 533	1 500
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
<i>Secours en nature</i>			
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>	-	-	-
<i>Prestations en nature</i>			
<i>Personnel bénévole</i>	1 486	1 533	1 500
TOTAL	1 486	1 533	1 500



I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification de l'Ogéc, objet social, activités, moyens mis en œuvre
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Evénements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables
- 4) Changements comptables

III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Dépréciations d'éléments d'actif
- 3) Echéance des créances et des dettes
- 4) Evaluation des valeurs mobilières de placement
- 5) Fonds propres
- 6) Subventions d'investissement
- 7) Provisions
- 8) Fonds dédiés
- 9) Passifs éventuels

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations
- 2) Informations sur les concours publics et les subventions
- 3) Effectif employé pendant l'exercice
- 4) Rémunération des dirigeants
- 5) Honoraires des commissaires aux comptes
- 6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice
- 7) Charges et produits exceptionnels

V. AUTRES INFORMATIONS

- 1) Informations sur les transactions avec les contreparties
- 2) Engagements financiers donnés et reçus
- 3) Engagements pris en matière de crédit-bail
- 4) Contributions volontaires en nature

TABLEAUX

(en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

TABEAU I	Tableau des mouvements des immobilisations
TABEAU II	Tableau des mouvements des amortissements
TABEAU III	Tableau des mouvements des provisions
TABEAU IV	Etat des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties
TABEAU V	Tableau des valeurs mobilières de placement
TABEAU VI	Tableau de variation des fonds propres
TABEAU VII	Tableaux de suivi des subventions d'investissement
TABEAU VIII	Tableau des mouvements des fonds dédiés
TABEAU IX	Tableau des engagements pris en matière de crédit-bail
TABEAU X	Tableau de détail des concours publics et subventions



I. INFORMATIONS GENERALES

1) Identification de l'Ogec, objet social, activités, moyens mis en œuvre :

Nom et adresse de l'Ogec et des établissements qui le composent

OGECE TEILHARD DE CHARDIN

2 Place d'Armes - 94100 SAINT MAUR DES FOSSES

Date de création et objet

Création le 28 septembre 1947 d'une association loi 1901

L'OGECE TEILHARD DE CHARDIN a pour objet d'assurer la fondation et l'entretien d'écoles catholiques reconnues comme telles par l'autorité canonique compétente, et notamment la gestion de l'établissement scolaire Teilhard de Chardin.

Description brève de l'activité et de l'organisation

L'OGECE TEILHARD DE CHARDIN a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un établissement ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé.

L'OGECE TEILHARD DE CHARDIN est administré par un conseil d'administration qui comprend les membres de droits (délégué de Tutelle, représentant de l'UROGEC, président de l'APEL) et de membres élus par l'AG pour 3 ans et rééligibles.

Le conseil d'administration élit parmi les membres du CA, un président, un vice-président, un trésorier et un secrétaire, composant ainsi le bureau.

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement secondaire : lycée général, technologique, 988 élèves, 32 classes	Restauration scolaire
Enseignement supérieur : CPEC, BTS, DCG, 263 élèves, 15 classes	...
Formation initiale par apprentissage : CFA, UFA, 89 élèves, 4 classes	

2) Faits marquants de l'exercice :

Événements principaux de l'exercice ayant une incidence significative sur les activités de l'Ogec et les comptes.

Nous n'avons aucun événement important à mentionner si ce n'est la crise sanitaire liée à la COVID19 toujours présente.

3) Evènements postérieurs à la clôture :

Absence d'événements importants survenus postérieurement à la clôture de l'exercice jusqu'à la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration mais qui n'ont pas de lien direct et prépondérant avec une situation existant à la clôture (donc qui ne nécessitent pas d'ajuster les comptes de l'exercice clos).



II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) Durée et dates de l'exercice comptable :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022.

2) Référentiel comptable :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2022 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

3) Dérogations aux principes et méthodes comptables :

Aucune dérogation aux principes et méthodes comptables, au principe de l'image fidèle, aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, à la durée de l'exercice comptable,

4) Changements comptables :

L'exercice ouvert le 1^{er} septembre 2021 et clos le 31 août 2022 est caractérisé par la **deuxième application** du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui succède au règlement CRC n°1999-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Aucun **changement de méthode comptable** n'est donc à mentionner au cours de cet exercice.

III. NOTES SUR LE BILAN :

1) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût hors frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (TABLEAU I).

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.



Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	30 à 35 ans	2,86 à 3,33 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	20 ans	5 %
Installations générales et techniques	15 ans	6,67 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	5 à 15 ans	6,67 à 20 %
Equipped de restauration	4 à 10 ans	10 à 25 %
Matériel et mobilier de bureau	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Logiciels	1 à 5 ans	20 à 100 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (TABLEAU II).

2) Dépréciations d'éléments d'actif :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (TABLEAU III).

3) Echéance des créances et des dettes :

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (TABLEAU IV).

Précisions :

Les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un an à cinq ans ; plus de 5 ans) en application du plan comptable général (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).



4) Evaluation des valeurs mobilières de placement :

Un tableau des valeurs mobilières de placement est joint (TABLEAU V). Il fait état, par catégorie de titres, des différences d'évaluation entre la valeur historique et la valeur de marché.

En cas de moins-value latente (correspondant à une valeur historique supérieure à la valeur de marché), une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des valeurs mobilières de placement au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (TABLEAU III).

5) Fonds propres :

Un tableau de variation des fonds propres est joint (TABLEAU VI).

6) Subventions d'investissement :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VII). Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

7) Provisions :

Un tableau des mouvements des provisions est joint (TABLEAU III).

Précisions sur les engagements de retraite :

Conformément à l'article L. 123-13 du Code de Commerce, nous vous informons sur le montant des engagements de l'association au titre des indemnités de départ à la retraite qui s'élèvent à 122.707 €.

En novembre 2021, l'ANC a mis à jour sa recommandation relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises.



Elle a introduit un choix de méthodes relatif à la répartition des droits à prestations pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite.

En pratique, dans ce cas, la constitution de la dette actuarielle n'est plus lissée sur la totalité de la période d'emploi, mais sur la période qui couvre les (dernières) années de services rendus par le salarié qui correspondent à l'ancienneté lui octroyant l'indemnité maximale plafonnée (ou entre la date d'emploi et la date de départ en retraite, si la durée ainsi déterminée est inférieure).

Cet engagement a fait l'objet d'une provision.

Les hypothèses retenues pour évaluer le montant de l'engagement de retraite sont les suivantes :

- Table de mortalité : TV 88/90
- Méthode de calcul retenue : ANC 2021 (BETA)
- Taux d'actualisation : 0,27%
- Initiative du départ : Salarié
- Méthode de calcul : Rétrospective
- Etendue de l'étude : IFC

8) Fonds dédiés :

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations de fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Le montant global « Utilisations de fonds dédiés » comprend le montant des immobilisations acquises dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un ou de plusieurs projets définis.

Pour les immobilisations amortissables ainsi financées, le montant de l'acquisition est rapporté en produits sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations (rédaction si le financement est linéarisé).

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint (TABLEAU IX).

9) Passifs éventuels :

Un passif éventuel est :

- Une obligation qui n'est ni probable, ni certaine à la date d'établissement des comptes :

Définition PCG : Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité.

ou

- Une obligation probable pour laquelle la sortie de ressources, elle, n'est pas probable.

Définition PCG : Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :

- *Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;*

ou

- *Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.*

Aucun passif éventuel n'est à signaler pour cet exercice.

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations :

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif. Toutefois, si l'Ogec peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

Précisions sur les cotisations collectées pour le compte de tiers :

L'Ogec collecte en son nom les cotisations pour le compte de l'Apel ; les cotisations collectées sont inscrites en produits et les cotisations reversées en charges.

2) Information sur les concours publics et les subventions :

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU XI).

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;

- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.



La mise en œuvre de cette nouvelle notion a entraîné la reclassification en « concours publics » d'une partie des produits antérieurement classés dans d'autres rubriques, notamment les forfaits d'externat. Le tableau ci-dessous présente les principaux reclassements de produits en « concours publics » :

Nature de produits	Classement comptable 2020/2021	Classement comptable 2019/2020
Forfaits d'externat	Concours publics	Ventes de prestations de services
Aides à l'emploi	Concours publics	Autres produits

3) Effectif employé pendant l'exercice :

L'effectif moyen employé (en ETP) pendant l'exercice par catégorie tel que défini à l'article D 123-200 du code de commerce a été le suivant :

- Cadres : 19,21 ETP
- Agents de maîtrise : 0 ETP
- Employés : 15,43 ETP

Soit un effectif global de 34,64 ETP

4) Rémunération des dirigeants :

Au titre de l'exercice, l'Ogec n'a pas versé de rémunération à ses dirigeants au cours de l'exercice.

Dans la convention sur les droits et devoirs liés au mandat d'administrateur Ogec, il est indiqué que l'administrateur s'engage à exercer son activité de façon bénévole.

5) Honoraires des commissaires aux comptes :

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice, relatifs à la certification des comptes de l'exercice précédent s'élève à 3.804 €.

6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice :

Les charges constatées d'avance (actif) sont composées de charges avancées pour l'exercice N+1 uniquement, pour une somme de 15.406 €.

Les produits constatés d'avance (passif) sont composés de produits reçus au cours de l'exercice N et imputables à l'exercice N+1 uniquement, pour une somme de 3.889 €.



Les charges à payer pour 1.450 € et les produits à recevoir pour 572.869 € sont rattachés aux postes de dettes et de créances à la fin de l'exercice 2021/2022.

7) Charges et produits exceptionnels :

Les produits exceptionnels, d'un montant de 53.742 € sont composés de :

- Quote-part de subventions virées au résultat pour 51.380 € ;
- Autres produits divers (différences de règlements, etc...) pour 2.358 €.

Les charges exceptionnelles, d'un montant de 15.273 € sont composées de :

- Créances irrécouvrables pour 11.504 € ;
- Régularisation charges sociales 2017 à 2020 pour 3.352 €
- Autres pertes diverses (différences de règlements, etc...) pour 417 €.

V. AUTRES INFORMATIONS

1) Informations sur les transactions avec les contreparties :

Précisions données par le règlement ANC n°2018-06 (art. 431-12 note IR3) :

Les transactions figurant dans l'annexe remplissent la condition d'être non habituelles ou de ne pas être conclues à des conditions normales comme une dotation à une fondation ou à un fonds de dotation, ou un apport en fonds propres à une autre entité.

Pas de transactions remplissant cette condition au titre de l'Ogec.

2) Engagements financiers donnés et reçus :

- Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées (voir note sur le bilan III. 7) ;
- Sûretés réelles consenties (hypothèques, gages, nantissemements) pour garantir des dettes (TABLEAU IV) : Néant – Toutefois, il convient de signaler que le 15 septembre 2016, l'ASSOCIATION DICOCESAINE DE CRETEIL a délivré une lettre d'intention, au profit du prêteur, pour sûreté et garantie du remboursement des crédits consentis par le CIC au profit de l'OGEC pour un montant global de 1.550.000 € en principal plus intérêts, frais et accessoires. Le montant restant dû à la clôture de l'exercice est de 378.115 € en principal.

3) Engagements pris en matière de crédit-bail :

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint (TABLEAU X).

4) Contributions volontaires en nature :



- Contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes :
 - Intervenant Atelier Photo à raison de 4 heures par semaine, soit 116 h pour l'année scolaire, valorisées au SMIC chargé, soit 1.533 € ;
- Contributions en biens (ou dons en nature) : tout bien meuble remis en pleine propriété à l'entité : Néant ;
- Contributions en services : mises à disposition de locaux, de matériel, fourniture gratuite de services :
 - Comodat du 27/07/2016 pour le Parc, pour la période du 01/09/2015 au 31/08/2018, et renouveler depuis d'année en année par tacite reconduction, non valorisé en l'absence de données fiables. Celui-ci doit être renégocié au cours de l'exercice 2022/2023.

TABEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice avec règlement ANC 2018 06	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement						0,00
	Frais de recherche et de développement						0,00
	Donations temporaires d'usufruit						0,00
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						0,00
	Autres immobilisations incorporelles						0,00
	Immobilisations incorporelles en cours						0,00
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						0,00
	TOTAL I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)						0,00
	Constructions						0,00
CORPORELLES	Sur sol propre						0,00
	Sur sol d'autrui	5 127 236,97					5 127 236,97
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 704 156,06	16 482,29				3 720 638,35
	Installations générales, agencements, aménagements	4 511 982,81					4 511 982,81
	Matériel de transport	11 203,00					11 203,00
	Autres immobilisations corporelles	274 126,66					274 126,66
	Matériel de bureau et informatique						
	Mobilier						0,00
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses						0,00
	Immobilisations corporelles en cours	0,00	58 582,80				58 582,80
FINANCIERES	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						0,00
	Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés						0,00
	Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)	0					0,00
	TOTAL II	13 628 705,50	75 065,09	0,00	0,00	0,00	13 703 770,59
	Participations et créances rattachées						0,00
	Autres titres immobilisés	0,00					0,00
	Prêts et autres immobilisations financières	22 686,92					22 686,92
	TOTAL III	22 686,92	0,00	0,00	0,00	0,00	22 686,92
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	13 651 392,42	75 065,09	0,00	0,00	0,00	13 726 457,51

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement					0,00
	Frais de recherche et de développement					0,00
	Donations temporaires d'usufruit					0,00
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires					0,00
	Autres immobilisations incorporelles					0,00
	TOTAL I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains					0,00
	Constructions					0,00
	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui	4 467 917,09	44 259,73			4 512 176,82
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 577 470,58	49 233,24			3 626 703,82
	Installations générales, agencements, aménagements	2 812 271,23	273 592,48			3 085 863,71
Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport	11 203,00	0,00			11 203,00
	Matériel de bureau et informatique	274 126,66	0,00			274 126,66
	Mobilier					0,00
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses					0,00
TOTAL II		11 142 988,56	367 085,45	0,00	0,00	11 510 074,01
TOTAL GENERAL (I + II)		11 142 988,56	367 085,45	0,00	0,00	11 510 074,01



TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)

OBJET DES DEPRECIATIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :				
	• Incorporelles				0,00
	• Corporelles				0,00
	• Financières				0,00
	Stocks et en-cours				0,00
	Créances clients et usagers (familles, élèves)	33 334,49	9 729,74	13 371,49	29 692,74
	Autres créances				0,00
	Valeurs mobilières de placement				0,00
	TOTAL	33 334,49	9 729,74	13 371,49	29 692,74
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		9 729,74	13 371,49	



ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SURETES REELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	22 686,92		22 686,92
<i>Sous-total créances de l'actif immobilisé</i>	22 686,92	-	22 686,92
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	31 499,73	31 499,73	
Créances reçues par legs et donations			
Créances sociales et fiscales	13 372,60	13 372,60	
Autres créances	574 827,64	574 827,64	
<i>Sous-total créances de l'actif circulant</i>	619 699,97	619 699,97	-
Charges Constatées d'avance :	15 405,51	15 405,51	
TOTAL CREANCES	657 792,40	635 105,48	22 686,92

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SURETES REELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	378 319,89	227 352,69	150 967,20	-	378 319,89
Emprunts et dettes financières divers	352 193,79	352 193,79			
<i>Sous-total dettes financières</i>	730 513,68	579 546,48	150 967,20	-	378 319,89
Dettes fournisseurs	53 384,11	53 384,11			
Dettes des legs et donations					
Dettes fiscales et sociales	162 799,57	162 799,57			
Dettes sur immobilisations	216,00	216,00			
Autres dettes	28 293,06	28 293,06			
<i>Sous-total autres dettes</i>	244 692,74	244 692,74	-	-	
Produits constatés d'avance :	3 888,89	3 888,89	-	-	
TOTAL DETTES	979 095,31	828 128,11	150 967,20	-	

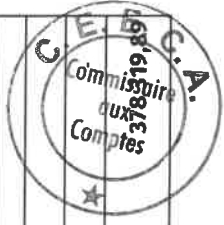


TABLEAU DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (TABLEAU V)

(en €)	à la clôture (31/08/N)						à la clôture précédente (31/08/N-1)						
	Type de titre	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente



TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	225 439,40	-	-	-	225 439,40
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-
Réserves	310 306,38	-	-	-	310 306,38
Report à nouveau	1 431 480,96	175 688,77	-	-	1 607 169,73
Excédent ou déficit de l'exercice	175 688,77	175 688,77	15 082,78	-	15 082,78
Situation nette (sous-total)	2 142 915,51	-	15 082,78	-	2 157 998,29
Fonds propres consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	478 761,93	-	14 101,09	69 986,26	422 876,76
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL DES FONDS PROPRES	2 621 677,44	-	29 183,87	69 986,26	2 580 875,05

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise					
Valeur du patrimoine intégré	0,00				
Fonds statutaires	0,00				
Apports sans droit de reprise	0,00				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés	0,00				
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables					
Fonds propres sans droit de reprise	225 439,40				225 439,40
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires	225 439,40				225 439,40
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Apports avec droit de reprise					
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés					
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables	0,00				
Fonds propres avec droit de reprise					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Ecart de réévaluation					
Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise					
Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise					
Réserves	310 306,38				310 306,38
Réserves statutaires ou contractuelles	-				-
Réserves pour projet de l'entité	310 306,38				310 306,38
dont Réserves pour investissements	310 306,38				310 306,38
dont Réserves de trésorerie					
Autres	-				-
Report à nouveau	1 431 480,96	175 688,77			1 607 169,73
Excédent ou déficit de l'exercice	175 688,77	-	15 082,78		15 082,78
Situation nette (sous-total)	2 142 915,51	-	15 082,78		2 157 998,29
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	478 761,93				422 876,76
Subventions d'équipement	478 761,93				422 876,76
dont Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires					
Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement					
Autres subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits des propriétaires (prêt à usage)					
TOTAL DES FONDS PROPRES	2 621 677,44	-	29 183,87	69 986,26	2 580 875,05



TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VII)

1 - TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Solde à l'ouverture de l'exercice		Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Augmentations	Diminutions	
Montant nominal :					
Subventions affectées à des biens non renouvelables					
Subventions affectées à des biens renouvelables	5 413 300,05		14 101,09		5 427 401,14
TOTAL	5 413 300,05		14 101,09	-	5 427 401,14
Quotes-parts virées au résultat :					
Subventions affectées à des biens non renouvelables					
Subventions affectées à des biens renouvelables	4 934 538,12		69 986,26		5 004 524,38
TOTAL	4 934 538,12		69 986,26	-	5 004 524,38

3 - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

NATURE DES SUBVENTIONS (projet et financeur)	Montant à l'origine	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Montant viré au compte de résultat de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
Subventions Régionales Travaux	2 933 951,99	438 701,87	14 101,09	50 690,22	402 112,74
Subvention Ass.Michel de l'Hospital Travaux	34 076,60	1 379,55	-	690,12	689,43
Subventions Matériel Apprentissage	2 445 271,46	38 680,51	-	18 605,92	20 074,59
...					
Total	5 413 300,05	478 761,93	14 101,09	69 986,26	422 876,76



TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
PROVISIONS	Risques			Utilisées	Non utilisées	
	Pensions et obligations similaires	122 515,00	192,00		-	-
	Gros entretien					122 707,00
	Autres provisions pour charges	139 596,00	138 284,00	139 596,00	-	-
	TOTAL	262 111,00	138 476,00	139 596,00	-	138 284,00
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		138 476,00	139 596,00	-	260 991,00



TABLEAU DES MOUVEMENTS DES FONDS DEBIES (TABLEAU IX)

FONDS DEBIES	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisations en cours d'exercice		Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice	
				Montant	dont remboursements		Montant	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation								
Subvention ERASMUS	37 089,00	37 089,00		13 551,29			23 537,71	
Aide régionale Equipement Elèves	690,00	690,00		690,00			-	
Aides Boursiers CRIF - COVID19	1 900,00	1 700,00		1 700,00	1 700,00		-	
Subventions Frais concours	6 879,00	4 439,22		1 258,67			3 180,55	2 901,55
Reliquat Aides régionales à la demi-pension	12 831,00	6 272,90	6 462,00	1 899,90			10 835,00	1 957,00
Contributions financières d'autres organismes								
...								
Ressources liées à la générosité du public								
...								
TOTAL	59 389,00	50 191,12	6 462,00	19 099,86	1 700,00	-	37 553,26	4 858,55



TABLEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (TABLEAU XIII)

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
TOTAL						

Postes du bilan	Coût d'entrée	Provisions aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
TOTAL				



TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU XIV)



Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi		
Aides au développement des compétences		
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	699 565,35	609 424,64
Forfaits d'externat	1 509 111,16	1 523 704,44
<i>dont forfait Etat</i>	636 294,16	627 486,44
<i>dont forfait Région</i>	872 817,00	896 218,00
<i>dont forfait Département</i>		
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>		
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics	8 931,98	16 222,11
Sous-total concours publics	2 217 608,49	2 149 351,19
Subventions État		
Subventions Région		
Subventions Département		
Subventions Communes et groupements de communes		
Autres subventions d'exploitation	39 315,00	6 462,00
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i>	37 089,00	-
<i>dont autres subventions</i>	2 226,00	6 462,00
Report de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	39 315,00	6 462,00
Total concours publics et subventions d'exploitation	2 256 923,49	2 155 813,19

OGEC TEILHARD DE CHARDIN

2, Place d'Armes

94100 - SAINT-MAUR

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2022**



Compagnie Européenne d'Expertise Comptable et d'Audit

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
TABLEAU DE L'ORDRE DE LA REGION PARIS - ILE-DE-FRANCE

COMMISSAIRE AUX COMPTES
COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

SIEGE SOCIAL :
112, AVENUE KLEBER
75784 PARIS CEDEX 16

ET. SECONDAIRE ET ADRESSE POSTALE :
7, BD DU M^{AL} GALLIENI
77400 LAGNY S/MARNE

TEL. : 01 60 07 32 32
TELECOPIE : 01 64 02 33 79
E-MAIL : ceeca@ceeca.fr
www.ceeca-expert-comptable.fr

Mesdames, Messieurs Les Membres,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT.

Conventions et engagements passés au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement passés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

Fait à Paris, le 14 Novembre 2022
Pour la C.E.E.C.A.



B. LE MENTEC,
Commissaire aux Comptes